



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67 AL

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 16 JAN. 2014

mettant en demeure la société LAVALSACE à Herrlisheim  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006, modifié par arrêté du 11 janvier 2012, portant autorisation accordée à la société LAVALSACE à Herrlisheim d'exploiter un centre de lavage de citernes routières et de grands réceptiers pour vrac au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;
- VU le rapport du 10 décembre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les eaux de lavage des citernes routières ou des grands réceptiers pour vrac ayant contenu des produits ou substances figurant à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ne sont pas récupérées en vue de leur épuration dans une installation agréée à cet effet et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que des réservoirs contenant des liquides dangereux pour l'environnement sont stockés sans être associés à une capacité de rétention et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le réservoir de stockage d'acide d'une contenance de 23 m<sup>3</sup> n'est pas associé à une capacité de rétention au moins égale à 23 m<sup>3</sup> et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société LAVALSACE dont les installations sont sises 16, rue du Ried, zone industrielle à Herrlisheim est mise en demeure de respecter sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 9.2.2, 15.6 et 15.7 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé, reprises ci-après :

*« Article 9.2.2*

*(...) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

### Article 18

*(...) Les citernes et les GRV ayant contenu des produits non biodégradables ou appartenant à la liste 1 de la directive du Conseil n° 76/464/CEE du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté et figurant à l'annexe 5 du présent arrêté, seront lavés sur un emplacement spécialement aménagé permettant de récupérer totalement les égouttures et les eaux de lavage.*

*Celles-ci seront intégralement traitées dans un centre de traitement agréé et respecteront les dispositions de l'article 10 du présent arrêté. (...) »*

### Article 2

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société LAVALSACE.


### Article 3

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- la Sous-Préfète de Wissembourg – Haguenau,
- le gérant de la société LAVALSACE,
- le Maire de Herrlisheim,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Christian RIGUET

#### Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.